

Nourrir la Planète

Confrontation entre Agroécologie et Agro-industrie

Les Cahiers de l'Atelier ont publié en 2020 le N°563 « Nourrir la planète », dont nous présentons ici trois articles intéressants concernant la confrontation actuelle entre l'Agroécologie et l'Agro-industrie.

Quel avenir pour la souveraineté alimentaire dans un cadre international de plus en plus libéral ?

Valentin BROCHARD

Chargé de plaider au CCFD-Terre Solidaire

Alors qu'il n'a jamais été aussi légitime, le concept de souveraineté alimentaire est à l'heure actuelle particulièrement isolé. Etats, décideurs politiques et instances internationales semblent avoir unanimement adopté un agenda fortement axé sur le libre-échange et la promotion des intérêts privés.

En 2007 et 2008, le monde assistait à des « émeutes de la faim » sur 38 pays, faisant suite à une hausse des cours mondiaux des matières premières, conséquence du modèle de développement agro-industriel internationalisé.

Pourtant, si les causes de cette crise furent largement documentées et analysées, les chercheurs et experts internationaux appelant à changer de modèle furent contraints au silence et seul le message officiel de la FAO fut repris : « il faut augmenter la production alimentaire mondiale de 50 à 70 % d'ici 2050 ».

Il en est résulté une série d'initiatives promulguant et mettant en œuvre une vision internationale et libérale de l'agriculture et de l'alimentation. Cette stratégie a entraîné une modification des lois foncières, semencières et commerciales des pays pour les rendre plus attractifs aux investisseurs privés internationaux.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en est la première victime. Seule instance internationale où se côtoient Etats, organisations des Nations unies, acteurs de recherche, représentants de la société civile, le CSA se retrouve affaibli par la multiplication d'initiatives internationales portant sur un agenda contraire au sien.

Face à la prédominance d'un cadre libéral international clairement construit en sa défaveur, le concept de souveraineté alimentaire doit donc se réinventer. Les récents débats et forums internationaux autour de l'agroécologie, de la régionalisation de nos économies et de la réforme de nos systèmes alimentaires ouvrent des pistes d'évolution intéressantes.

Pour une alimentation responsable et durable, et la territorialisation des systèmes alimentaires

Jean-Louis RASTOIN

Le « vieux monde » dont on peine à sortir est celui d'une société fondée sur le pétrole et une économie de production et de consommation de masse standardisée gouvernée par les marchés financiers.

Un « nouveau monde » possible serait celui de l'utilisation principale de ressources renouvelables et d'énergies alternatives valorisées dans le cadre d'une économie circulaire territorialisée et connectée en réseaux, à gouvernance participative.

Le système agro-industriel a accompagné l'urbanisation et les changements de mode de vie qui en ont résulté, en baissant significativement le prix des aliments.

De nombreuses publications scientifiques montrent aujourd'hui que ce modèle a des effets négatifs sur la santé et l'environnement. La prospective alimentaire peut être construite autour de deux scénarios : le premier s'inscrit dans la continuité des tendances passées, le second dans une alternative.

Scénario « au fil de l'eau »

Le premier scénario voit se généraliser le modèle agro-industriel. Ce modèle, piloté par les caddies des supermarchés, est solidement ancré dans les pays riches et plébiscité par les pays émergents en raison de son adaptation au style de vie des classes moyennes.

Pour intégrer les contraintes du développement durable qui s'imposeront progressivement, les acteurs du système ont fait le choix de l'innovation pour tenter de conférer un attribut-santé et réduire les nuisances environnementales. L'information du consommateur se fait par le biais publicitaire. Dans ce scénario, le nombre d'exploitations agricoles serait divisé par un facteur 50 à 100 en quarante ans (2010-2050). L'agrofourmiture, l'industrie agroalimentaire et la commercialisation seraient réduites à quelques dizaines de firmes.

Le scénario « alternatif »

Ce scénario fait l'hypothèse d'un consommateur mieux éduqué et informé qui ne conçoit plus l'aliment comme un bien marchand banal, mais comme un produit biologique et culturel.

Le système alimentaire est « territorialisé », c'est-à-dire constitué d'entreprises agroalimentaires de petite et moyenne dimension, spatialement proches d'exploitations agricoles de type familial. L'information du consommateur se fait à partir des indications géographiques et une publicité mobilisant des arguments nutritionnels et culturels.

Un tel scénario plus dense en emploi est confronté à une lourde contrainte, celle du prix plus élevé des produits, ce qui implique une réallocation du budget des ménages et un dispositif de lutte contre la précarité alimentaire.

Vers un scénario hybride d'alimentation plus durable ?

Compte tenu des inerties tant des producteurs que des consommateurs et des incertitudes pesant sur les politiques publiques, l'évolution la plus probable du système alimentaire est une cohabitation entre les deux modèles, avec un « verdissement » du scénario agro-industriel.

C'est de l'intensité de l'action collective en faveur d'une alimentation durable et responsable que dépendra cette configuration future.

L'agroécologie, un sport de combat

François DELVAUX (CIDSE)

L'agroécologie a le potentiel de mener à une réelle transformation du système agricole afin de répondre aux défis sociaux, politiques, économiques et environnementaux actuels.

Solidement ancrée dans les pratiques de producteurs alimentaires depuis des décennies, basée sur des pratiques traditionnelles et forte d'une discipline scientifique ayant accompagné ses évolutions, l'agroécologie a seulement commencé à se faire une place au soleil dans les discussions portant sur les politiques agricoles et alimentaires au niveau international ces dernières années.

La version de l'agroécologie retenue par le FAO a été fortement influencée par les acteurs de la société civile. Et en 2017, le CSA, comité de la sécurité alimentaire mondial, a accepté d'inscrire l'agroécologie dans son plan de travail. L'objectif est alors de mener à l'adoption de recommandations sur la base d'un rapport du Groupe d'experts.

Le CSA a prédéfini néanmoins une de ses conclusions majeures : « Si le rapport du Groupe d'experts est censé accorder une attention particulière aux approches agroécologiques, le Comité reconnaît qu'il n'y a pas de pratique unique pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et mettre en place des systèmes alimentaires valables et résilients. »

Le plus grand mérite de ce rapport est de poursuivre un travail visant à clarifier ce qu'est l'agroécologie et ce qu'elle n'est pas. Tout d'abord en créant deux grandes familles d'approche. D'un côté celles liées à l'agroécologie englobant l'agriculture biologique, l'agroforesterie, la permaculture et la souveraineté alimentaire, et de l'autre celles liées à l'intensification durable de l'agro-industrie.

L'étude révèle alors le fossé séparant les deux familles d'approches. L'agroécologie constitue bien une menace pour les promoteurs du statu quo et du simple « verdissement » du système actuel que l'on trouve sous la bannière de l'intensification durable.